

Le P'tit Rouge

Numéro 2 · Janvier 2018

Nous sommes, probablement comme vous, des travailleurs, chômeurs, étudiants. Nous pensons que ce monde doit changer, et que seuls les exploités sont en mesure de le faire. Nous écrivons ce bulletin sur notre temps libre et le distribuons par nos propres moyens. Il peut être copié et distribué partout où cela est possible. N'hésitez pas à nous contacter !



<http://garap.org>

Une « Bonne année ! »... pour des mauvais jours !

« Bonne année ! », « meilleurs vœux ! »... Bizarre cet engouement à clôturer l'année pour entamer la suivante ! Comme si un basculement de calendrier pouvait changer le cours des choses. La faute à la tradition ? Un peu, mais en fait elle n'est qu'un prétexte. L'euphorie des fêtes hivernales résulte plutôt d'un banal mais puissant conditionnement que les marchands exercent sur nous, à grand renfort de racolage publicitaire. On nous pousse à dépenser nos maigres salaires, nos crédits, pour se gaver, surconsommer de la camelote. Nos cerveaux devraient s'éteindre et s'abandonner aux caprices commerciaux de cette société qui, pourtant, nous maltraite constamment. Mais ce grotesque délire trahit lui-même l'angoisse à laquelle il est rivé : nous nous en remettons à la providence, qui exaucera peut-être les bons vœux, parce que nous n'avons fondamentalement pas de prise sur le réel, parce que la classe dominante confisque nos vies.

Puisqu'il est de mise de purifier l'organisme après l'avoir saturé de (mal)bouffe, nous vous convions à un petit exercice de gymnastique mentale : actionner la lucidité. On entendra ainsi autrement la « bonne année ! » qui frétille dans toutes les bouches...

Si l'année a des chances d'être bonne, c'est bien pour les patrons. Comme partout en Europe, ce gouvernement, dans la continuité de ses prédécesseurs, est un état-major chargé de mener la guerre sociale contre les travailleurs : abaissement des salaires, diminution des droits sociaux, sabrage des services publics, pillage de la sécurité sociale. Les ordonnances « Travail XXL » sont venues liquider les protections des salariés en entreprise, après les graves dégâts de la première « loi travail ! » de Hollande passée en 2016 dans la violence. Non contents d'avoir brûlé le code du travail, d'apporter des cadeaux fiscaux aux grandes fortunes, Macron et sa clique d'arrivistes sonnent la fin prochaine des 35 heures, un nouveau recul de l'âge de départ en retraite, mais aussi la chasse aux chômeurs, qui devront accepter des boulots de merde ou être sanctionnés. Les fonctionnaires, quant à eux, sont jugés profiteurs et superflus, alors qu'ils sont pour la plupart des prolétaires n'ayant que leur salaire pour survivre. Ainsi, l'année qui s'ouvre sera à la poursuite aggravée de l'exploitation capitaliste.

La prédation capitaliste a beau se donner le visage de l'abondance pour tous entre Noël et le Jour de l'an, la vérité est qu'en 10 ans, entre 2005 et 2015, 1 million de personnes ont été jetées dans la pauvreté en France et qu'officiellement ce pays compte aujourd'hui 9 millions de pauvres. Macron promettait que « plus personne ne serait à la rue cet hiver », mais les sans-abris sont toujours plus nombreux et jeunes ; même les enfants ne sont plus épargnés. Ce scandale n'est pas le fruit de la malchance ou d'une mauvaise nature humaine. Il découle directement du mode de production capitaliste, fondé sur la recherche du profit et non pas la satisfaction des besoins humains. Aucune surprise donc que les gros porcs qui trônent au sommet s'empiffrent pour afficher une obscène opulence. Ils sont 1% en France à détenir le quart de la richesse totale. C'est eux contre nous, leurs intérêts contre nos vies, notre pauvreté pour leurs caisses. Et, à n'en pas douter, avec le présent programme de transformation au pas de charge de la société en jungle du marché, l'année qui commence sera, pour le plus grand nombre, celle de l'appauvrissement.

Cette pauvreté, cette misère même, chacun peut un jour ou l'autre y sombrer. Et cette menace alimente le climat de peur généralisé que fabriquent et propagent les capitalistes. Il faut avoir la frousse, du chômage, de son voisin, de son chef, du terrorisme, des délinquants, des immigrés, de l'informelle... Les médias nous le disent en permanence. L'État vient de se doter de moyens d'un véritable régime policier. Après 2 ans d'état d'urgence, la dernière loi antiterroriste (la vingtième en 30 ans !) vient d'attribuer aux corps répressifs des pouvoirs extravagants : la police peut débarquer chez n'importe qui, sur simple suspicion, les services de renseignement intercepter et stocker à leur guise les communications de tout un chacun, etc. Même des experts de l'ONU s'en inquiètent : « La normalisation des pouvoirs octroyés par l'État d'urgence entraînera de graves conséquences pour l'intégrité de la protection des droits en France, bien au-delà de la lutte contre le terrorisme ». Un président illégitime (élu avec des taux d'abstention records) à la tête d'un gouvernement de vandales en défense des profits d'une minorité : cette situation générale nécessite d'effrayer la population, dont une partie finit par réclamer plus de contrôle et de répression,

pensant « n'avoir rien à se reprocher »... jusqu'au jour où l'on viendra lui trouver des poux dans la tête. À coup sûr, 2018 sera une année d'oppression.

La lutte antiterroriste a donc bon dos : elle est l'alibi pour l'établissement d'une dictature voilée, en suivant un modèle de « gouvernance » prédominant sur la planète. C'est une question d'autant plus honteuse qu'elle est empaquetée dans le mensonge. Quiconque peut savoir, par exemple, que les djihadistes de Daech sont appuyés par le Qatar et l'Arabie saoudite, des partenaires commerciaux majeurs pour le patronat français. Ces mêmes pays qui soutiennent la Confrérie des frères musulmans, dont le prosélytisme d'extrême-droite sous nos latitudes a la bénédiction des politicards de toutes étiquettes. Souvent sous couvert de traque à l'ennemi islamiste, l'armée française est engagée dans 13 zones d'opérations. En réalité, cette présence vise systématiquement à maintenir enfoncées les griffes des multinationales françaises et occidentales. Une vieille manie, qui a conduit les militaires français à se rendre complices du dernier génocide du 20ème siècle au Rwanda. L'exemple de l'actuelle intervention au Sahel est parlant : les soldats assurent la préservation des ressources de la société nucléaire AREVA. L'armée ne « protège » pas notre soi-disant « mode de vie ». Elle répand la guerre sur le globe, indispensable au marché des armes et à la domination des grandes puissances, engendrant des catastrophes, celles que sont contraintes de fuir les migrants. Le règne de la paix étant contraire à la domination capitaliste, l'année qui démarre, comme depuis trop longtemps, sera marquée par les ravages de l'impérialisme.

C'est peut-être la troupe qui sera envoyée pour déloger les opposants au projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, une illustration de plus que « l'intérêt général », sauvegardé par la force, se confond avec la rapacité du capital, en l'occurrence celui de la firme Vinci. C'est que le milieu naturel est à saccager, quand il ne peut être exploité commercialement, aux yeux des capitalistes. Et ce n'est pas Nicolas Hulot qui y changera quoique ce soit, lui qui est l'emblème de l'imposture écologiste. Ce produit télévisuel, sponsorisé par Rhône-Poulenc, homme d'affaires accompli, a longtemps chialé dans les médias, ce qui l'a finalement propulsé au gouvernement, où il ne sert qu'à peindre en vert le commerce juteux du nucléaire, l'agriculture intensive, l'explosion du trafic routier, le bétonnage frénétique...

Le capital et ses administrateurs sont incapables d'éviter les nuisances environnementales, la mise en péril du vivant, qu'ils provoquent. Aucun mystère : la recherche du profit est une quête privée illimitée, non seulement indifférente à l'utilité sociale mais inapte à assurer une production respectant le milieu naturel. Ce sont toujours les multinationales qui l'emportent, malgré les COP sur les changements climatiques. Durant l'année qui s'amorce nous souffrirons toujours plus de la pollution.

Mais à ce qu'il paraît, « le capitalisme vert, c'est pour demain ! » ! En tout cas, c'est ce que nous répètent les médias. Au sujet de la pollution, comme sur n'importe quel autre, il est impératif que l'opinion aille dans le bon sens, c'est-à-dire celui du consentement. Il faut gommer, dans la tête des gens, la simple vérité que ce monde n'est pas fait pour eux. Journalistes, communicants, experts, stars politiques et culturelles s'en chargent. Cela leur est d'autant plus facile qu'en France 10 milliardaires se partagent la quasi totalité de la presse. Et les médias publics sont à la même enseigne. Quant à internet, c'est une appropriation médiatique générale des consciences et non pas une appropriation des médias par la conscience générale. Car le conditionnement fait place de plus en plus à l'auto-conditionnement, à tel point que nous ne pourrons bientôt plus penser, agir, parler, sans recourir ou se référer à un écran. Inquiétante perspective car toute technologie dans le capitalisme n'est qu'une marchandise, conçue d'abord pour être rentable. La puissance spectaculaire est telle qu'elle efface les anciennes façons de vivre, pour les remplacer et s'installer partout. Nous devenons des supports marchands. Et il est fort à parier que l'année qui s'engage sera celle du progrès dans la domestication.

Cet abrutissement des masses va s'intensifier, ne serait-ce qu'en raison de la multiplication des sources de révolte dans la société, qu'il est destiné tant à prévenir qu'à apaiser. C'est que, malgré tout, plus rien ne va de soi, à mesure que le capitalisme dissémine en tout endroit, brutalement ou insidieusement, la barbarie. Et d'abord le capitalisme lui-même, jamais sorti de la crise depuis les années 1970, et qui est sinistré, sous perfusion des banques centrales, depuis 2008. Déjà, se profilent de nouveaux krachs boursiers, gros de dévastations. La mythomanie des bourgeois et ses minables mantras sur « le retour de la croissance » n'y feront rien. 2018, sera bel et bien une année de crise.

Cet exposé peut vous déprimer, ce n'est pas son but. Nous sommes convaincus que regarder la vérité en face, c'est prendre une bouffée d'oxygène, car c'est le point de départ vers l'émancipation. Celle-ci ne pourra s'arracher que par la lutte, collective, et porteuse d'une révolution sociale, nécessaire avant que ce monde ne nous entraîne dans l'abîme. Tout est à refaire, certes, mais cela est vital.

*« Oui, mais ! Ça branle dans la manche,
les mauvais jours finiront.*

Et gare à la revanche

quand tous les pauvres s'y mettront.

Quand tous les pauvres s'y mettront »

écrivait le communard Jean-Baptiste Clément en 1871.

Depuis, beaucoup de luttes victorieuses lui ont donné raison. Mais la tâche n'est pas achevée. Reprenons le manche !